



**USAID**  
DU PEUPLE AMERICAIN

# Haïti en détresse: impact du séisme de 2010 sur la vie et les opinions des citoyens

## Sommaire exécutif

- Dominique Zéphy, auteur, Coordonnateur de recherche du LAPOP, Université Vanderbilt
- Abby Córdova, Ph.D, auteure, Université Vanderbilt
- Hugo Salgado, Assistant de recherche, LAPOP
- Mitchell A. Seligson, Ph.D.  
Coordonnateur scientifique et éditeur de la série  
Université Vanderbilt



VANDERBILT UNIVERSITY

# Sommaire exécutif

---

## *Haiti en détresse : impact du séisme de 2010 sur la vie et les opinions des citoyens<sup>1</sup>*



VANDERBILT UNIVERSITY

**Dominique Zéphyr, M.A.**  
Coordonnateur de recherche du LAPOP  
Université Vanderbilt

**Abby Córdova, Ph. D.**  
Université Vanderbilt

Avec l'aide de  
**Hugo Salgado**

**Mitchell A. Seligson**  
Coordonnateur scientifique et éditeur de la série  
Université Vanderbilt



*Cette étude a été réalisée grâce au soutien du Programme de la démocratie et la gouvernance de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID). Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de ses auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Agence Américaine pour le Développement International.*

**Mars 2011**

---

<sup>1</sup> Nous désirons remercier D<sup>r</sup> Margaret Sarles pour ses importantes recommandations dans l'élaboration de cette étude. Pour contacter les auteurs, écrivez à l'une des adresses suivantes : [dominique.zephyr@vanderbilt.edu](mailto:dominique.zephyr@vanderbilt.edu) ou [abby.b.cordova@vanderbilt.edu](mailto:abby.b.cordova@vanderbilt.edu).

# Introduction

---

*« Haïti en détresse : impact du séisme de 2010 sur la vie et les opinions des citoyens » présente les résultats d'un sondage face-à-face d'opinion publique qui a été effectué en juillet et août 2010. Cette enquête a été spécialement conçue dans le but d'évaluer l'impact humain sur les survivants du séisme dévastateur qui a frappé Haïti le 12 janvier 2010. L'enquête a été menée par le Projet d'Opinion Publique en Amérique Latine (LAPOP) de l'Université Vanderbilt dans le cadre du projet régional Baromètre des Amériques avec le soutien financier de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID).*

Cette étude est publiée au moment où le pays est en situation de transition politique qui perdure depuis les résultats fortement contestés de l'élection présidentielle du 28 novembre 2010. Des stratégies de développement à long terme pour Haïti sont actuellement en discussion et en planification. Étant donné que cette étude détermine avec précision les défis cruciaux et les perspectives d'avenir pour la démocratie et le développement en Haïti, elle devrait aider le peuple haïtien, leur gouvernement et les donateurs internationaux à décider des mesures politiques à entreprendre. De façon plus générale, l'étude devrait permettre aux spécialistes de mieux comprendre les incidences de catastrophes naturelles. Seulement en 2010, des tremblements de terre destructeurs ont frappé Haïti et le Chili. Au moment d'écrire ces lignes, le Japon tente de se remettre du plus important séisme de son histoire.

L'étude traite de sujets très variés, dont l'impact du séisme sur la sécurité des citoyens et sur les variables politiques ainsi que les conditions socio-économiques des citoyens après le séisme. La première partie de l'étude est consacrée à l'analyse d'aspects en lien avec les opinions et les comportements politiques avant et après le séisme ainsi que les conséquences de cette catastrophe sur les opinions et la vie des citoyens qui l'ont vécue. La deuxième partie de l'étude, consacrée à l'évaluation des conditions de vie des Haïtiens après le séisme, fournit des renseignements détaillés sur la situation économique personnelle des citoyens et la prestation des services de base.

Le sondage du LAPOP à Haïti, après le séisme de 2010, repose sur un échantillon national représentatif de 1 752 Haïtiens en âge de voter et sur un suréchantillon de personnes déplacées à l'intérieur du territoire qui vivent dans des camps ou sous des tentes. Les entrevues se sont déroulées en créole et la marge d'erreur du sondage est de  $\pm 2,34$  %. L'enquête de 2010 comprend un certain nombre de questions qui ont également été posées lors des enquêtes de 2006 et 2008 menées par LAPOP à Haïti. Il est donc possible de comparer les opinions et la vie des Haïtiens avant et après le séisme. Nous pouvons également examiner la réalité d'Haïti dans une perspective comparative qui analyse sa situation relativement à 25 pays inclus dans la série 2010 des sondages du Baromètre des Amériques.

Un suivi est également fait sur les fluctuations des indicateurs avant et après le séisme dans les communes touchées et épargnées. Ainsi, nous pouvons constater si un changement observé peut être directement lié ou non au séisme. Nous nous attendons à observer des changements significatifs dans les indicateurs clés, particulièrement dans les communes qui ont été le plus durement touchées. Évidemment, compte tenu de l'ampleur du séisme, il est possible que les endroits où l'infrastructure n'a pas subi de lourds dommages aient tout de même été touchés puisque pratiquement tous les Haïtiens ont perdu un parent ou un ami dans ce drame. En outre, un grand nombre de personnes déplacées ont migré vers les endroits épargnés. La capacité affaiblie de l'État à répondre aux demandes de ses citoyens après le séisme a possiblement influencé les communes touchées et épargnées, mais à différents degrés.

En plus de faire le suivi des changements au fil du temps dans les communes touchées et celles qui n'ont pas été directement touchées par le séisme (que nous appelons les communes « épargnées »), nous enquêtons sur les conséquences d'avoir vécu le séisme sur les opinions et la vie des citoyens dont le logement a subi de lourds dommages ou qui vivent sous des tentes. Nous nous attendons à ce que ces personnes présentent un comportement différent de celles qui ont moins souffert, en raison de leurs conditions de vie plus difficiles et de leur expérience du séisme. L'étude est divisée en deux parties et comprend dix chapitres.

Une copie de l'étude en entier ainsi qu'une description des aspects techniques concernant le plan d'échantillonnage du sondage peuvent être consultées dans le site Web du LAPOP.<sup>2</sup> Les pages suivantes résument les principales conclusions de l'étude de 2010.

---

<sup>2</sup> L'étude sur Haïti en 2010 est téléchargeable à l'adresse suivante : [www.vanderbilt.edu/lapop/haiti.php](http://www.vanderbilt.edu/lapop/haiti.php)

# Comment interpréter les graphiques

Avant de se pencher sur les principaux résultats de l'étude, certaines consignes sont nécessaires afin d'interpréter les statistiques présentées graphiquement. L'analyste de données en chef, Dominique Zéphyr, un des auteurs de l'étude sur Haïti en 2010, a créé des programmes à l'aide du logiciel d'analyse statistique STATA pour concevoir les graphiques qui présentent les intervalles de confiance qui tiennent compte de l'effet du plan de sondage.<sup>3</sup> Donc, les graphiques présentés dans ce document tiennent compte de cet effet. Les intervalles de confiance permettent de déterminer la signification statistique des résultats du sondage. Cette approche constitue une importante amélioration quant à la présentation des résultats des sondages du LAPOP puisque nous pouvons désormais avoir un degré de précision plus élevé dans l'analyse des données et pour présenter les résultats graphiquement. La façon d'interpréter les intervalles de confiance dans les graphiques à barres et les modèles de régression est décrite ci-dessous.

## *Intervalles de confiance dans les graphiques à barres :*

Le lecteur devrait porter une attention particulière aux zones grises qui représentent l'intervalle de confiance associé aux estimations moyennes sur chaque barre, comme le présente, par exemple, la figure 1 ci-dessous. Les estimations moyennes sont représentées par un « point » sur chaque barre. Lorsque deux valeurs moyennes ou plus, ou des barres, sont pratiquement identiques et que les zones grises se chevauchent, il n'y a pas de différence statistiquement significative dans les valeurs moyennes observées. À l'inverse, si les zones grises ne se chevauchent pas, les différences sont statistiquement significatives. Dans la figure 1, par exemple, le pourcentage de la population fortement en faveur de la démocratie en Équateur (65,6 %) n'est pas significativement différent qu'en Haïti (64,3 %), parce que les zones grises ou les barres d'intervalles de confiance représentant ces deux pays se chevauchent.

## *Interpréter les modèles de régression :*

Les résultats des modèles de régression sont illustrés graphiquement comme dans la figure 2 à la page suivante. Toutes les variables indépendantes utilisées dans l'analyse sont inscrites sur l'axe vertical (y). L'incidence de chacune de ces variables ou coefficients de régression est illustrée par un « point ». Si le point se situe à droite de la ligne verticale « 0 », l'incidence est positive tandis que s'il se situe à gauche de cette ligne, l'incidence est négative. Les résultats statistiquement significatifs sont représentés par les lignes d'intervalle de confiance à gauche et à droite de chaque point. La variable indépendante est significative seulement si les intervalles de confiance ne chevauchent pas la ligne verticale « 0 » (de 0,05 ou plus). La fiabilité relative de chacune des variables est indiquée par les coefficients normalisés. Par exemple, les résultats présentés dans la figure 2 indiquent que l'éducation a un effet positif et statistiquement significatif sur le soutien à la démocratie en tant que meilleur système de gouvernement en Haïti.

<sup>3</sup> L'effet du plan de sondage est important à cause de la stratification, la répartition en grappes et la pondération dans les plans d'échantillonnage complexes. Il peut augmenter ou diminuer la valeur de l'erreur type de la variable, ce qui augmente ou diminue les intervalles de confiance comparativement à ce qu'ils auraient été si l'on avait procédé à un échantillonnage aléatoire simple. Pratiquement tous les échantillons de l'enquête nationale sont par grappes ou stratifiés, mais les résultats statistiques sont souvent présentés comme si l'on avait procédé à un échantillonnage aléatoire simple.

# Principales conclusions de l'étude

## Les opinions des citoyens sur la démocratie après le séisme

Une des plus encourageantes conclusions de cette étude est que, malgré les conséquences sociales et économiques catastrophiques du séisme, les Haïtiens n'ont pas tournés le dos à la démocratie en continuant de croire qu'elle est le meilleur système de gouvernement.

Nous avons constaté que le degré de soutien à la démocratie après le séisme est demeuré inchangé dans les communes qui ont subi des dommages importants et dans les communes qui ont été moins touchées.

*Le séisme n'a pas ébranlé le soutien à la démocratie en tant que meilleur système de gouvernement en Haïti.*

Lorsqu'interrogés sur leur degré d'accord sur la notion que la démocratie est le meilleur système de gouvernement, 64,3 % des sondés en 2010 ont donné une cote de plus de 5 points sur une échelle de 1 à 7 (voir la figure 1).<sup>4</sup> Toutefois, il est important de noter que, comparativement aux autres pays, Haïti est parmi les pays dans les Amériques qui présentent la plus faible moyenne à l'égard du soutien à la démocratie.

Les années de scolarité et l'évaluation de la performance de travail du Président actuel sont des facteurs qui déterminent le degré de soutien à la démocratie des citoyens en Haïti. Dans la figure 2, les résultats de la régression démontrent que ces deux facteurs ont un effet positif et statistiquement significatif sur le soutien à la démocratie.

Figure 1

Soutien à la démocratie dans les Amériques

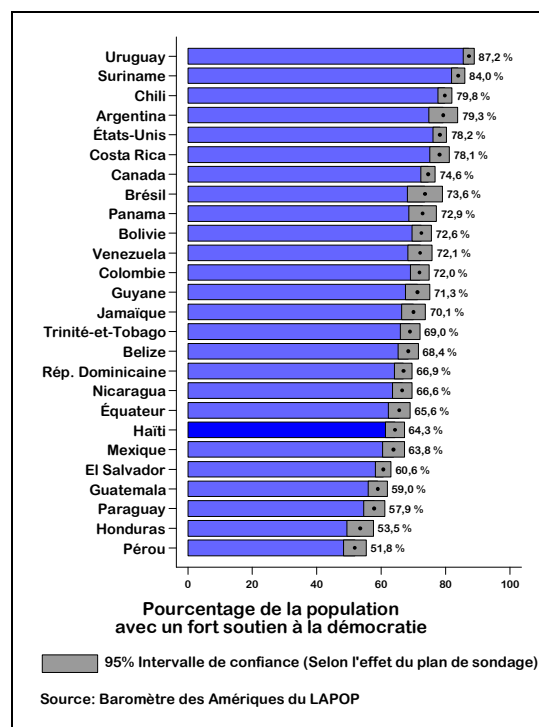
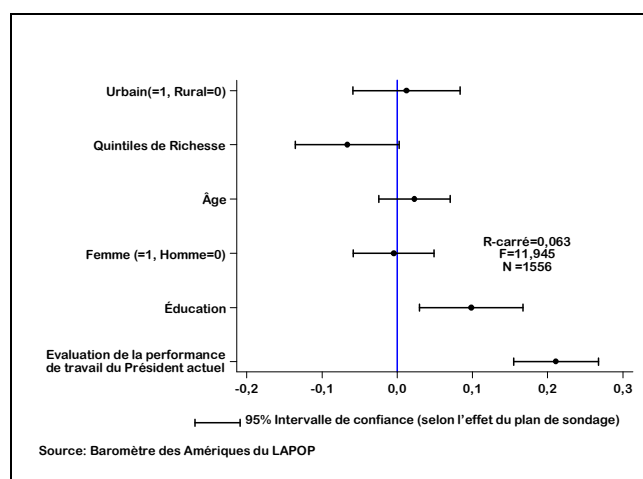


Figure 2

Facteurs déterminants du soutien à la démocratie



<sup>4</sup> Pour la formulation exacte des questions du sondage présentées dans ce sommaire exécutif et la description de la construction de l'indice, visitez le site web suivant : [www.vanderbilt.edu/lapop/haïti.php](http://www.vanderbilt.edu/lapop/haïti.php)



## Appui au système politique

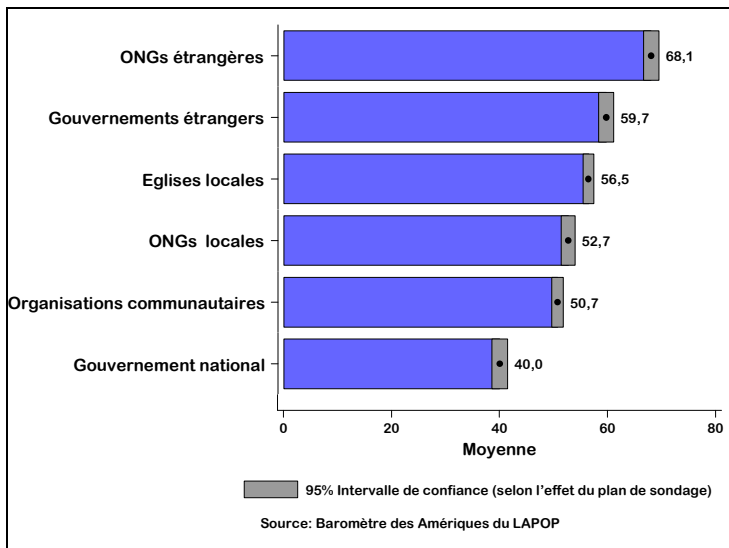
Alors que la catastrophe n'a pas ébranlé le soutien à la démocratie, l'enquête a permis de constater un grand mécontentement concernant la réaction du gouvernement national face à l'urgence, résultant en un découragement généralisé envers le système politique proprement dit. Interrogés après le séisme sur la question de la performance des institutions, les citoyens accordent au gouvernement national le taux le plus bas, soit une moyenne de 40,0 points sur une échelle de 0 à 100 (voir la figure 3). À l'inverse, les ONGs et les gouvernements étrangers ont obtenu les meilleurs résultats, soit 68,1 et 59,7 points respectivement.

Le découragement des citoyens quant à la performance du gouvernement national après le séisme a certainement ébranlé la légitimité du système politique déjà contesté, passant de 40,6 points en 2008 à 32,0 points en 2010. L'enquête du Baromètre des Amériques a démontré qu'après le séisme, le faible appui au le système politique était généralisé en Haïti (voir la figure 4).

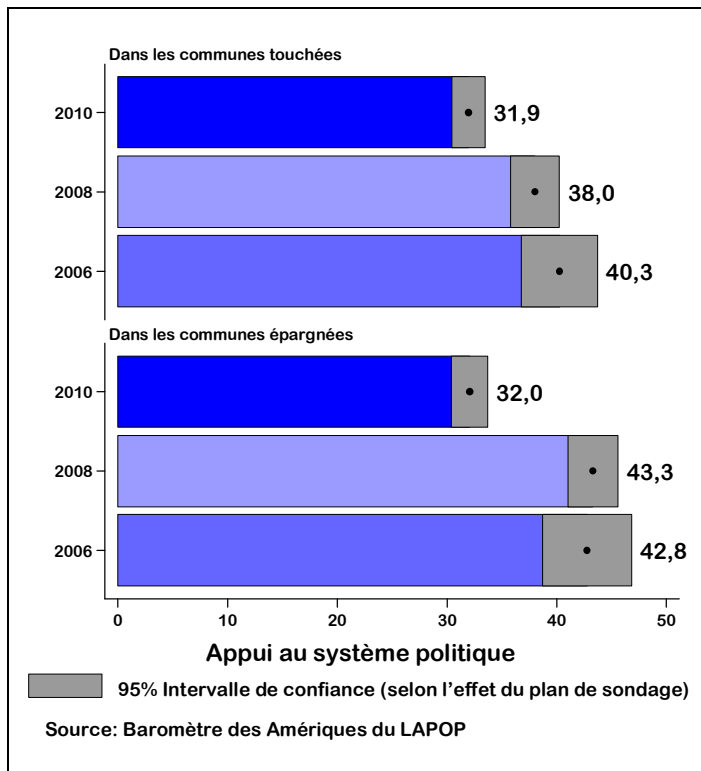
*La légitimité politique des institutions a été ébranlée dans les communes touchées par le séisme ainsi que dans celles qui n'ont pas été fortement touchées.*

Comparativement à 2008, une baisse statistiquement significative d'environ 10 points a été constatée concernant l'appui au système politique dans les communes épargnées où il était plus élevé avant le séisme que dans les communes touchées. Une diminution a également été constatée dans les communes touchées. Ce n'est pas étonnant, car la majorité des survivants ont perdu un parent ou un ami dans la catastrophe et la période prolongée de reconstruction du pays a provoqué un mécontentement généralisé du système politique qui, quoi qu'il en soit, était fortement contesté avant le séisme.

**Figure 3** Performance du gouvernement et des autres institutions après le séisme



**Figure 4** Appui au système politique dans les communes touchées et épargnées par année



## Participation politique et capital social

Au moment où les Haïtiens vivent une des périodes les plus difficiles de leur histoire et qu'ils n'ont plus confiance envers leurs institutions politiques, un nombre important d'entre eux sont descendus dans les rues pour exiger qu'elles agissent et ils se sont joints à des organismes de citoyens.

*Notre analyse des données du Baromètre des Amériques nous permet de constater que les personnes ayant été durement touchées par le séisme et vivant sous des tentes sont devenues une force politique importante, qui présente le taux le plus élevé de participation à des manifestations.*

Les résultats indiquent que 25 % des Haïtiens vivant sous des tentes ont affirmés avoir participé à une manifestation (voir la figure 5).

Le pays, dans son ensemble, présente le taux de participation le plus élevé à des manifestations dans les Amériques avec un taux moyen de 17,2 %. Les résultats de l'enquête ont également démontrés que, dans les Amériques, le taux de participation le plus élevé à des organismes de citoyens (sans tenir compte des organisations religieuses) appartient à Haïti avec 76,6 % des sondés qui ont déclaré avoir participé à au moins une association civique au cours des douze derniers mois. De plus, nous avons constaté que, entre 2008 et 2010, le taux de participation à des associations d'amélioration des communautés a considérablement augmenté dans les communes touchées par la catastrophe, passant de 34,9 % à 45,6 % (voir la figure 6).

Figure 5

Taux de participation aux manifestations  
Selon la condition de résidence

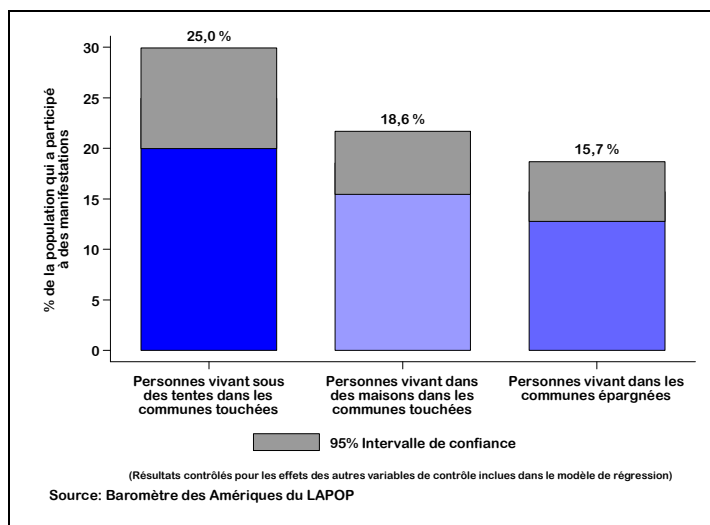
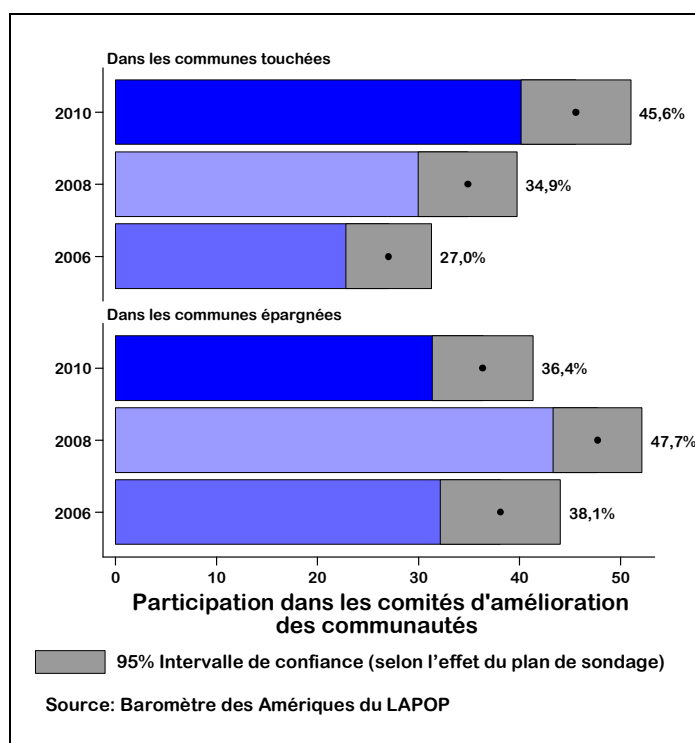


Figure 6

Taux de participation aux rencontres des comités d'amélioration des communautés dans les communes touchées et épargnées par année





Alors que dans les communes touchées par le séisme, les citoyens participent davantage à des organismes civiques, leur degré de confiance envers leurs concitoyens, un autre élément primordial du capital social, a diminué considérablement à la fois dans les communes touchées et celles épargnées (voir la figure 7).

*L'ensemble des résultats indiquent que paradoxalement, même si le taux de participation à des organismes civiques a augmenté dans les communes touchées, le faible degré de confiance laisse croire que la collaboration efficace et le travail d'équipe pourraient devenir difficiles après le séisme.*

Par contre, nous avons constaté que les personnes vivant dans les communes touchées et dont le logement a subi de lourds dommages, parmi lesquelles un grand nombre ont été contraintes de vivre sous des tentes, sont les plus méfiantes de la population. Comme le révèle la figure 8, l'ampleur des dommages au logement est associée à un degré de confiance interpersonnelle inférieur, tel qu'évalué par le degré de confiance envers les autres.

Après le séisme, le taux moyen de confiance interpersonnelle en Haïti était de 32 points (sur une échelle de 0 à 100), le plus bas des Amériques. Il est probable que le faible degré de confiance soit la conséquence de la dissolution des réseaux sociaux causée par les gens qui ont quitté leur communauté d'origine pour se réfugier sous des tentes. Nous croyons que le faible degré de confiance est également une conséquence du taux de criminalité tel que décrit plus bas.

## Criminalité et corruption

Les statistiques sur la criminalité révèlent qu'en 2010, 19,3 % des sondés ont déclaré avoir été victime d'un crime dans les douze mois précédents l'enquête. Même si le pourcentage de victimes de crime a légèrement diminué entre 2006 et 2008 (de 16,9 % à 14,3 %), une des plus

Figure 7

Confiance interpersonnelle dans les communes touchées et épargnées par année

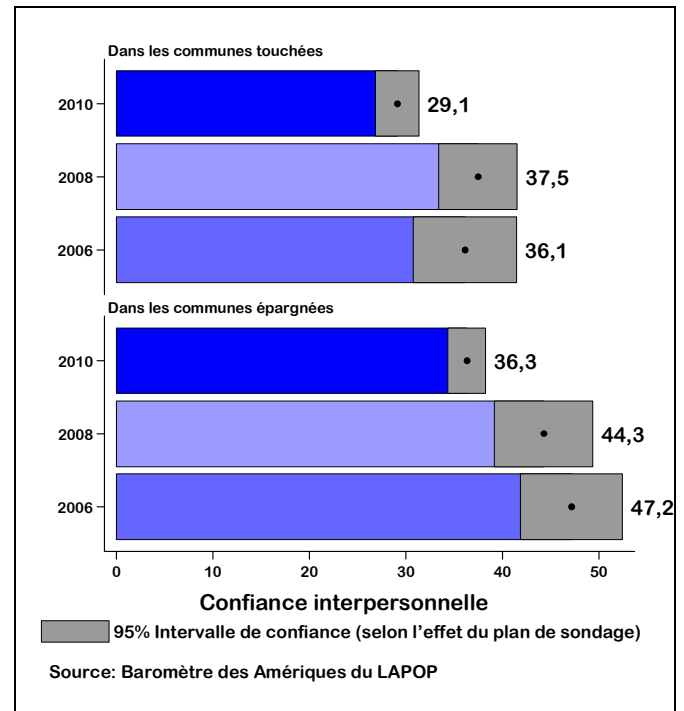
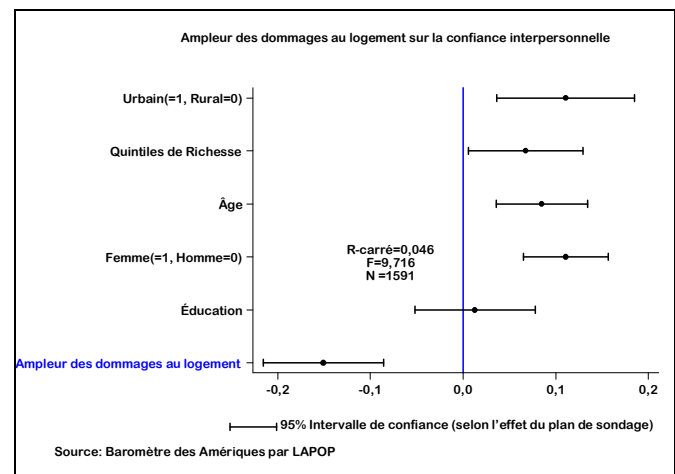


Figure 8

Incidences de l'expérience personnelle du séisme sur la confiance interpersonnelle



inquiétantes conclusions est qu'environ 63 % des victimes de crime ont déclaré qu'elles ont vécu un crime avec violence. Sur la question du type de crime subi, la majorité des victimes (51,2 %) ont déclaré avoir vécu soit un vol avec agression physique, soit un vol à main armée. Par ailleurs, environ 12 % des victimes de crimes ont été agressées sexuellement, kidnappées ou agressées physiquement.

De plus, les résultats de l'enquête du LAPOP révèlent que le séisme a significativement fait augmenter la criminalité et la violence dans les communes touchées. Après le séisme, notre enquête a permis de constater que le taux de criminalité dans les communes touchées était plus que deux fois supérieur à celui des communes épargnées (26,4 % comparativement à 12,1 %). Entre 2008 et 2010, le taux de victimisation est passé de 15,4 % à 26,4 % dans les communes touchées (voir la figure 9).

*Les personnes vivant dans les communes touchées par le séisme n'ont pas toutes été exposées également à la criminalité. Nous avons constaté que les femmes vivant sous des tentes ont été les principales victimes de la vague de violence et de criminalité après le séisme.*

La figure 10 présente les taux de victimisation pour les hommes et les femmes selon la condition de résidence. Dans ce graphique, les femmes sont représentées par des « points » et les hommes par des « triangles ». Plus la distance entre le point et le triangle est grande, plus l'écart entre les taux de victimisation est grand. Alors que les taux de victimisation des femmes et des hommes vivant dans des maisons dans les communes touchées sont semblables, les femmes vivant sous des tentes présentent le taux le plus élevé. Parmi les personnes vivant sous des tentes qui ont déclaré avoir été victime d'un crime, 36,2 % sont des femmes, tandis que 22,9 % sont des hommes. À l'inverse, dans les communes épargnées, tel qu'illustré dans la figure, l'écart est

Figure 9

Victimisation dans les communes touchées et épargnées par année

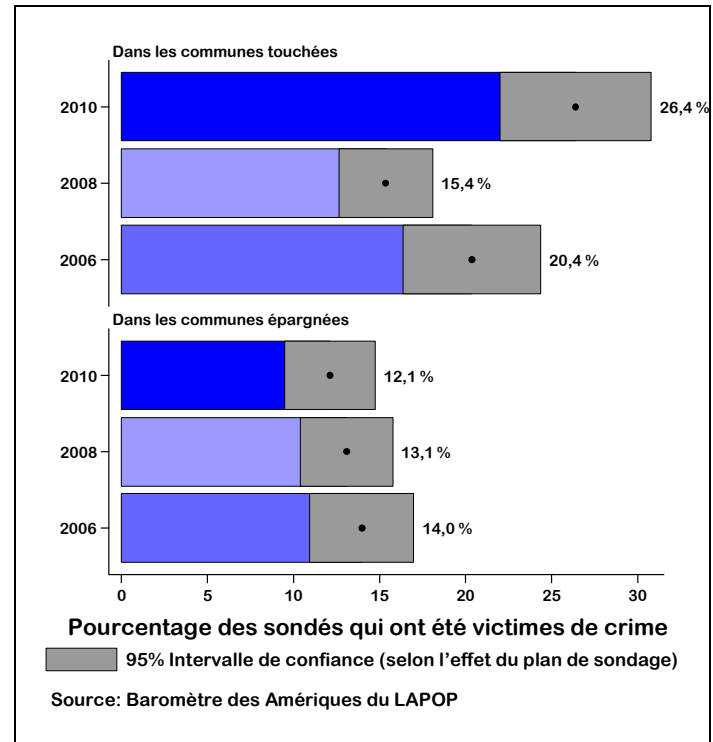
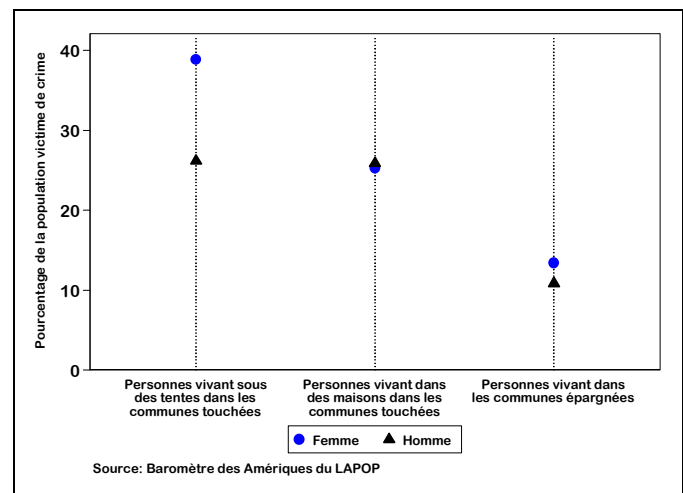


Figure 10

Victimisation selon la condition de résidence



faible entre les femmes et les hommes. Ces résultats confirment ce que les médias rapportaient : les femmes vivant sous des tentes ont été plus vulnérables à des abus après le séisme en Haïti et des mesures ciblées afin de mieux protéger les femmes doivent être entreprises.

Cependant, le degré de corruption chez les fonctionnaires, une autre forme de comportement illégal, est demeuré inchangé après le séisme. Toutefois, il est possible que ce soit parce que le degré de corruption avant le séisme en Haïti était déjà beaucoup plus élevé que partout ailleurs dans le monde et peut-être que la limite supérieure de déclaration a été atteinte. En 2010, 53,6 % de la population a révélé avoir payé un pot-de-vin à un fonctionnaire au cours des douze derniers mois (voir la figure 11), comparativement à 48,2 % en 2008.

## Confiance envers le système juridique et soutien envers l'état de droit

Le pouvoir réduit des institutions judiciaires à cause du séisme et le degré plus élevé d'insécurité ont incité les citoyens à être plus méfiants envers le système juridique national et à approuver davantage les autorités qui agissent en marge de la loi pour combattre le crime. Le degré de confiance envers le système juridique, d'une moyenne de 43,1 points (sur une échelle de 0 à 100) en 2008, est descendu à 36,2 points en 2010. Comme on pouvait s'y attendre, le degré de confiance envers le système juridique a principalement diminué dans les régions où le taux de criminalité est le plus élevé, c'est-à-dire dans les communes touchées par le séisme, passant d'une moyenne de 39,1 à 33,0 points.

Comme l'indique la figure 12, le nombre de citoyens qui appuie l'état de droit a considérablement chuté. En 2008, 81,4 % de la population qui habitait dans des communes touchées par le séisme étaient d'avis que pour arrêter les criminels, « les autorités devraient toujours respecter la loi », mais seulement 57,2 % étaient de cet avis après le séisme.

Figure 11

### Victimes de corruption dans une perspective comparative

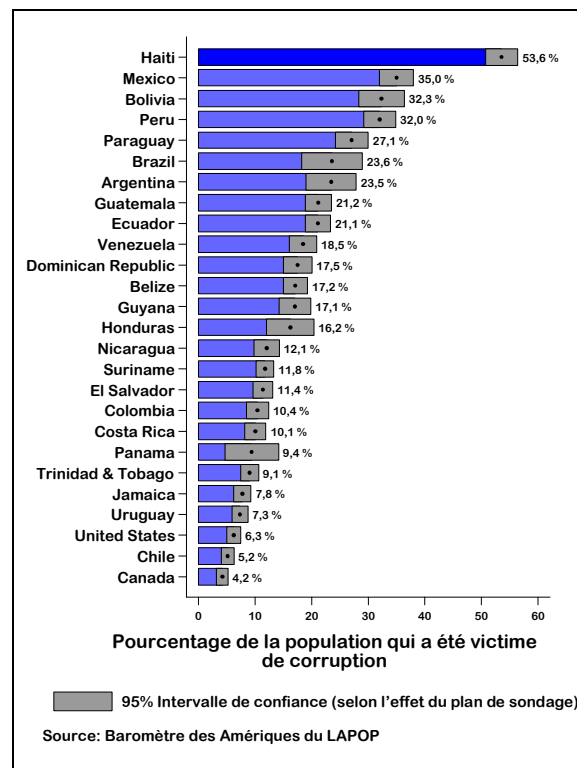
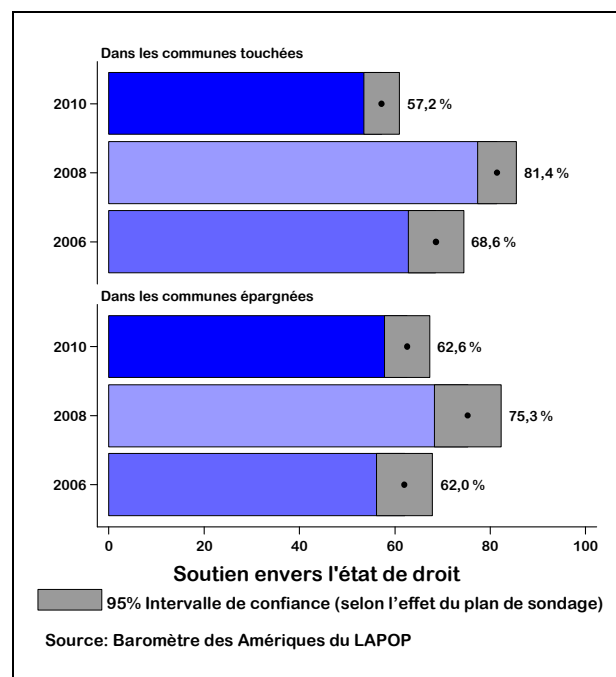


Figure 12

### Soutien envers l'état de droit dans les communes touchées et épargnées par année



*Le degré de confiance envers l'état de droit a diminué considérablement depuis le séisme.*

Alors que les Haïtiens ont une mauvaise opinion du système juridique, ils ont une meilleure opinion de la performance de la police nationale. En 2010, le degré de confiance envers la police en Haïti était tout de même élevé comparativement à d'autres pays dans les Amériques. Avec une cote moyenne de 53,7 points sur une échelle de 0 à 100, Haïti se place au 10<sup>e</sup> rang sur 26 pays. Néanmoins, dans les communes touchées par le séisme avec un taux élevé de criminalité, le degré de confiance envers la police a diminué. Le degré de confiance moyen envers la police est passé de 57,0 à 50,1 points sur une échelle de 0 à 100 dans ces communes (voir la figure 13).

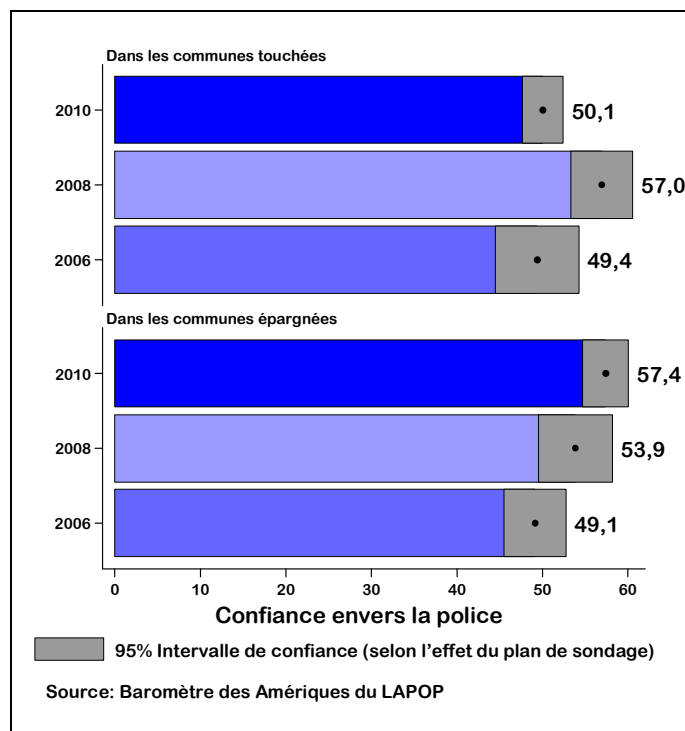
Étonnamment, même si nous avons constaté qu'une importante proportion d'Haïtiens accepte que les autorités ou la police contournent la loi à l'occasion pour arrêter des criminels, les résultats démontrent qu'après le séisme, un grand nombre de citoyens étaient moins en faveur que des personnes fassent leur propre justice lorsque le gouvernement ne punit pas les criminels, craignant peut-être que ces actes illégaux pourraient entraîner un chaos social.

## Gouvernement local

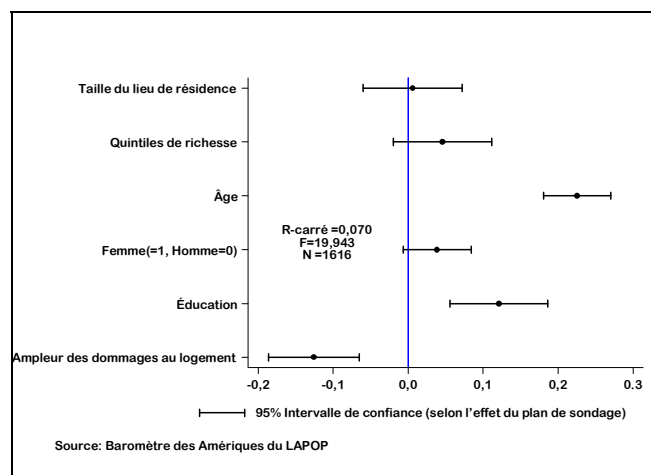
Penchons-nous sur l'étude des perceptions des citoyens à propos des gouvernements locaux et le taux de participation à leurs activités. La méfiance envers les autorités communales est un phénomène généralisé en Haïti, qui est demeuré stable ces deux dernières années, malgré les effets dévastateurs du séisme sur celles-ci. En 2010, le degré de confiance moyen envers le gouvernement municipal était de 33,9 points sur une échelle de 0 à 100.

Toutefois, l'enquête révèle que les personnes dont le logement a subi de lourds dommages sont moins confiantes envers le gouvernement municipal, ce qui signifie qu'ils sont particulièrement insatisfaits de la manière que leur administration municipale a géré la crise. Les résultats sont présentés à la figure 14.

**Figure 13** Confiance envers la police dans les communes touchées et épargnées par année



**Figure 14** Facteurs déterminants de la confiance envers le gouvernement municipal



*Les personnes dont le logement a subi de lourds dommages sont moins confiantes envers leur collectivité locale.*

En outre, les résultats de l'enquête démontrent qu'en dépit des grands besoins du pays, la vaste majorité des citoyens, soit 85,8 %, n'a pas demandé d'aide auprès de leur gouvernement municipal. Aussi, la décision de ne pas communiquer avec les gouvernements locaux est fondée sur des évaluations rationnelles puisque seulement un petit nombre de personnes, plus précisément seulement 26,9 %, se sont tournées vers leur gouvernement municipal et ont déclaré que leurs problèmes avaient été résolus (voir la figure 15). Dans le même ordre d'idées, les citoyens ne participent pas davantage aux activités du gouvernement local, telles que des rencontres organisées par les municipalités, qu'avant le séisme.

## Conditions économiques après le séisme

L'enquête de 2010 comprenait une série de questions afin d'évaluer les opinions des citoyens au sujet de leur économie personnelle et de leur condition économique actuelle. Étant donné le taux élevé de pauvreté en Haïti, il n'est pas étonnant que la majorité de la population considère leur situation économique personnelle comme « mauvaise » ou « très mauvaise ». Tel que l'indique la figure 16, 43,1 % des gens perçoivent leur situation économique en tant que « mauvaise » et 20,3 % la considèrent « très mauvaise ». Les mesures objectives de la situation économique calculées d'après les données recueillies par le LAPOP indiquent que la condition économique de la population en Haïti est critique.

Figure 15

Demandes auprès de l'administration communale en Haïti

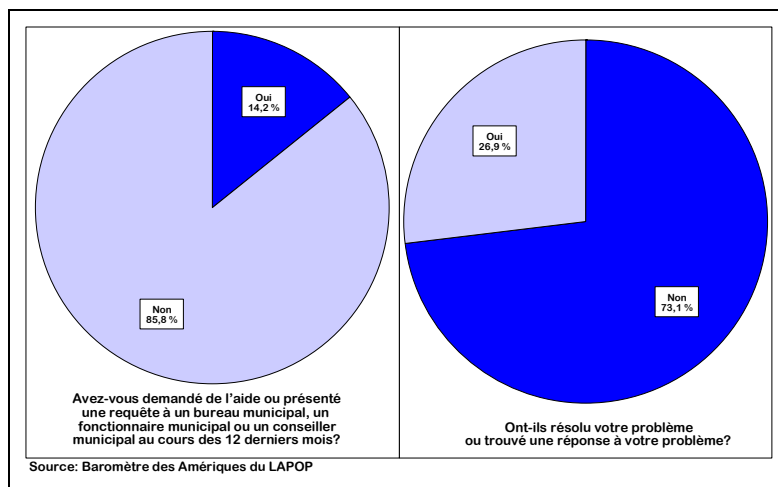
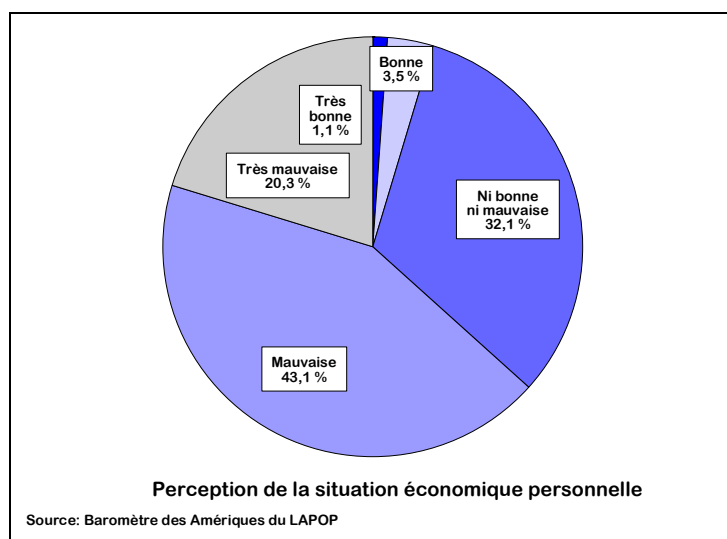


Figure 16

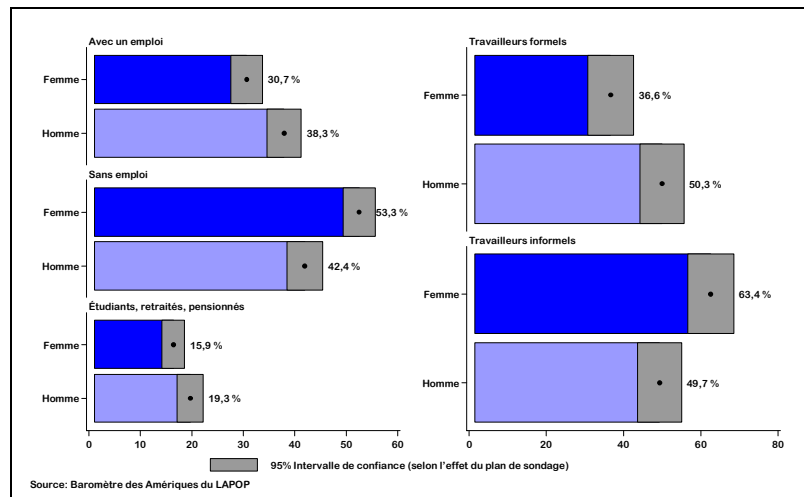
Évaluation de l'économie personnelle



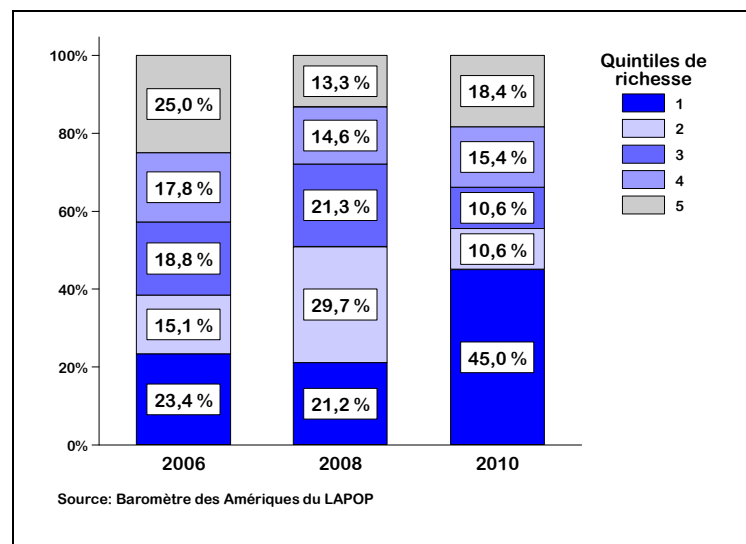
Les résultats indiquent que 47,9 % des sondés n'avaient pas d'emploi lors du sondage, 34,5 % d'entre eux en avaient un et 17,6 % se sont identifiés en tant qu'étudiants ou retraités. Parmi ceux qui ne travaillaient pas, 56,5 % ont affirmé qu'ils étaient activement en recherche d'emploi. En outre, un grand nombre de travailleurs occupaient un emploi de piètre qualité puisque 55,7 % des sondés qui ont déclaré avoir un emploi ont été identifiés comme des travailleurs « informels » ou des employés sans contrat officiel et sans sécurité sociale.<sup>5</sup>

*Les données révèlent également que les femmes sont en grande partie celles qui occupent des postes avec une faible qualité d'emploi, telle que mesurée par l'emploi informel.*

**Figure 17** Situation d'emploi selon le sexe



**Figure 18** Répartition de la richesse par année



Le graphique 17 montre la situation d'emploi des sondés selon le sexe. Le diagramme à gauche indique que 30,7 % des femmes qui avaient un emploi lors du sondage comparativement à 38,3 % d'hommes. Parmi les femmes qui avaient un emploi, 63,4 % se disaient des employées informelles. Par ailleurs, environ 50 % des hommes occupaient un poste dans le secteur informel de l'économie.

Lorsque les données du LAPOP sur les biens ménagers et l'accès aux services de base sont analysées, une diminution significative de la « richesse » des ménages est observée après le séisme. Ce qui signifie une augmentation de la pauvreté et que les conditions de vie des Haïtiens se détériorent. La figure 18 indique le pourcentage de la population de chaque quintile de richesse par année. Comme on peut le constater, après le séisme, un très grand nombre de personnes (45 %) se retrouvent dans le premier quintile de richesse (c'est-à-dire le plus pauvre), ce qui signifie qu'un nombre nettement plus grand d'Haïtiens se sont retrouvés pauvres après le séisme. Plus précisément, le pourcentage de la population du premier quintile de richesse est passé d'environ 20 % à 45 %.

<sup>5</sup> Les travailleurs informels sont des personnes qui travaillent dans le secteur privé sans contrat ni assurance maladie de leur employeur (sans tenir compte des employeurs et des propriétaires d'entreprises).



## Prestation des services de base

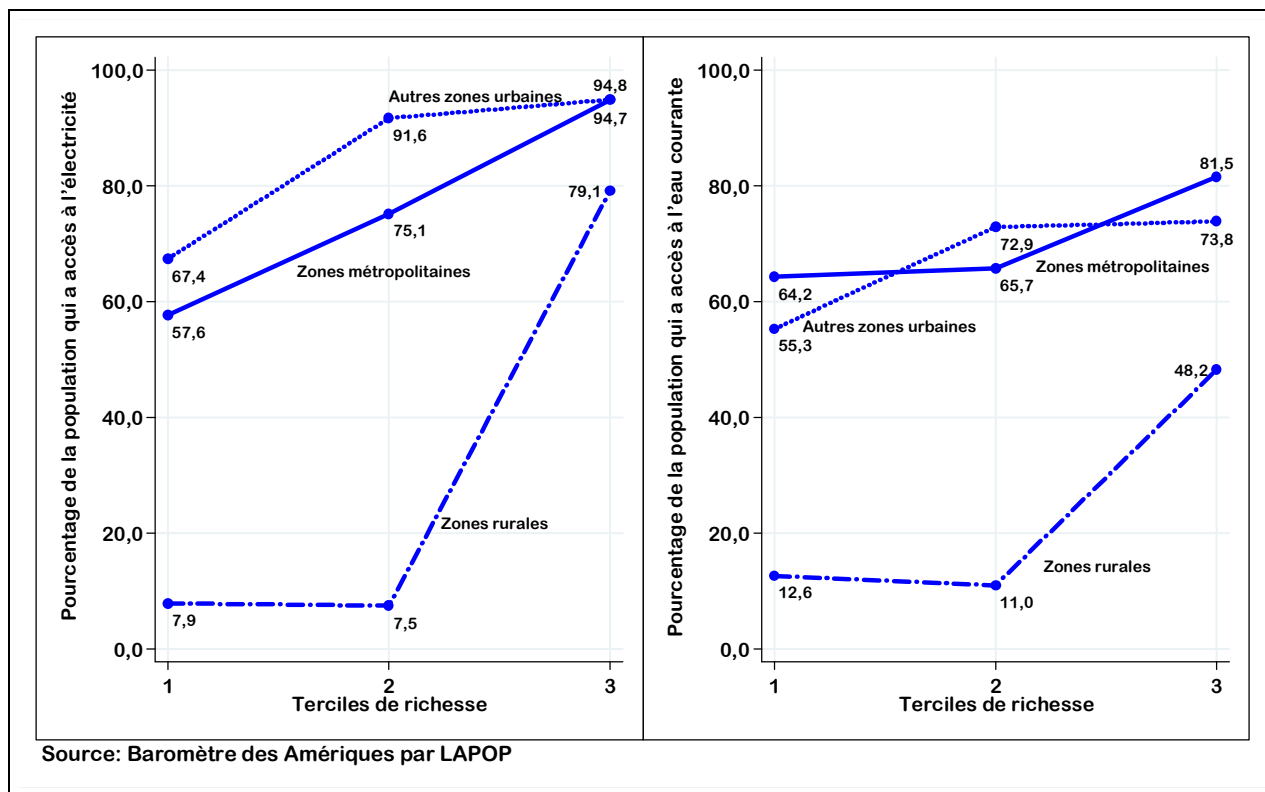
L'accès aux services de base comme l'eau, l'électricité, la nourriture, les soins de santé et l'éducation est considérablement limité au pays et certaines populations ont clairement un accès plus limité aux services de base que d'autres.

*Une inégalité déconcertante dans l'accès aux services de base est une des caractéristiques principales du sous-développement d'Haïti.*

Par exemple, l'étude permet de constater que plus de la moitié de la population (53,2 %) n'avait pas d'accès direct à l'électricité après le séisme. L'inégalité est d'autant plus évidente lorsque l'échantillon est séparé entre les zones rurales et urbaines selon le niveau de richesse. En zone rurale, 79,1 % des personnes du troisième tercile de richesse ont l'électricité à la maison, tandis que seulement 7,9 % des personnes dans le premier tercile y ont accès. De même, en ce qui a trait au service d'eau, seulement 40,1 % de la population a accès à l'eau courante. En revanche, seulement 12,6 % des personnes du premier tercile de richesse qui vivent en zones rurales ont l'eau courante comparativement à 48,2 % à ceux du troisième tercile. Le graphique 19 illustre l'inégalité dans l'accès à l'électricité et à l'eau courante selon la zone de résidence et le niveau de richesse des ménages. Le cadre 2 résume les principaux résultats de l'étude au sujet de l'accès et de l'inégalité de la prestation des services de base ainsi que les opinions des citoyens à l'égard de la qualité des services.

Figure 19

### Inégalité d'accès à l'électricité et à l'eau courante



## Services de base : accès, qualité et inégalité à Haïti en 2010

	Électricité	Eau	Soins de santé	Alimentation	Éducation
<b>Accès</b>	- Seulement 48,8 % des ménages ont un accès direct à l'électricité en Haïti.	- Seulement 40,1 % des familles ont accès à l'eau courante en Haïti.	- Environ 37 % des personnes ont affirmé avoir eu personnellement besoin (ou quelqu'un d'autre vivant sous le même toit) de soins médicaux au cours de la dernière année. - Environ 30 % des personnes qui ont eu des soins médicaux ont consulté un généraliste, suivi par un spécialiste (28,3 %) ou une infirmière (25,7 %).	- Environ le tiers des sondés ont déclaré qu'au moins un adulte de leur ménage a été privé de nourriture pendant toute une journée au moins une fois au cours des trois mois précédents l'enquête.	- Environ 65 % des ménages en Haïti ont des enfants d'âge scolaire (entre 6 et 17 ans). - Un enfant d'âge scolaire dans une famille moyenne de deux enfants d'âge scolaire a 73 % de chance de fréquenter l'école. - Un enfant d'âge scolaire dans une famille de quatre enfants d'âge scolaire a 44 % de chance de fréquenter l'école.
<b>Inégalité</b>	- Environ 68 % des ménages en zone métropolitaine et 26,7 % en zones rurales ont accès à l'électricité. - L'inégalité d'accès est plus marquée en zones rurales : seulement 7,9 % des ménages du premier tercile de richesse ont l'électricité comparativement à 79,1 % des ménages du troisième tercile.	- Environ 68 % des ménages en zone métropolitaine et 22,9 % en zones rurales ont accès à l'eau courante. - L'inégalité d'accès est plus marquée en zones rurales : seulement 12,6 % des ménages du premier tercile de richesse ont l'eau courante comparativement à 48,2 % des ménages du troisième tercile.	- Les personnes qui résident en zone métropolitaine présentent le plus haut taux de satisfaction des installations de soins de santé avec 70,2 points sur une échelle de 0 à 100. - Les personnes qui résident en zones rurales présentent le taux moyen de satisfaction le plus bas à l'égard des installations de soins de santé (58 points).	- L'insécurité alimentaire est un problème important dans toutes les zones du pays.	- Les sondés qui habitent avec des enfants qui étudient dans des écoles privées sont considérablement plus satisfaits de la qualité de l'éducation que ceux qui ont des enfants qui fréquentent les écoles publiques, indépendamment du lieu de résidence.
<b>Qualité</b>	- Plus de la moitié des ménages qui ont l'électricité ont le service moins de sept heures par jour. - Dans les zones rurales, le taux de satisfaction à l'égard du service d'électricité est de loin le plus bas avec 27,5 points sur une échelle de 0 à 100.	- Seulement 47 % des gens qui ont l'eau courante ont déclaré qu'ils avaient ce service quotidiennement. - Les personnes en zones rurales présentent le taux moyen de satisfaction le plus bas à l'égard des installations d'eau courante avec 32,1 points sur une échelle de 0 à 100.	- Environ la moitié de la population a évalué le système de soins de santé primaires dans leur pays comme étant « ni bon ni mauvais ».		- Environ 44 % de la population a évalué la qualité du système d'éducation comme étant « ni bon ni mauvais ». Par contre, 36,2 % de la population a une perception négative de l'éducation, jugeant les services comme « mauvais » ou « très mauvais ».

## Satisfaction face à la vie et accès à l'électricité et à l'eau courante

Comme c'est le cas pour de nombreux autres indicateurs dans l'étude, nous avons constaté qu'Haïti est au dernier rang comparativement aux autres pays des Amériques pour ce qui est du degré de satisfaction des citoyens à l'égard de la vie (voir la figure 20). Sur une échelle de 0 à 100, le degré moyen de satisfaction face à la vie en Haïti est de seulement 35,4 points. Inversement, le Brésil et le Costa Rica sont les pays qui affichent les résultats les plus élevés avec 67,7 et 71,6 points respectivement. De plus, le degré moyen de satisfaction face à la vie en Haïti est bien inférieur à la deuxième cote la plus faible de tous les pays avec un peu plus de 50 points.

*Tel qu'illustré par le degré de satisfaction face à la vie, les Haïtiens sont de loin les citoyens les plus tristes dans l'hémisphère occidental.*

La figure 21 montre que les facteurs de l'accès à l'électricité et à l'eau courante ont un effet important sur l'insatisfaction généralisée face à la vie en Haïti. Même si le degré général de satisfaction face à la vie est faible au pays, les gens n'ayant pas accès à l'électricité ou à l'eau courante présentent des résultats encore plus inférieurs.

## Comment améliorer le niveau de vie en Haïti?

Nous constatons que, parce que les Haïtiens ont peu confiance à la performance du gouvernement, le soutien du public à l'égard des mesures gouvernementales pour améliorer le sort des pauvres est très faible. En effet, Haïti présente le degré de soutien le plus faible pour les mesures actuelles de réduction de la pauvreté et de l'inégalité en Amérique latine et aux Caraïbes avec 62,7 points sur une échelle de 0 à 100 (voir la figure 22).

Comme on peut le constater dans la figure 23, le soutien aux mesures économiques gouvernementales est fortement lié aux opinions des citoyens sur la performance du président, donc, du gouvernement. Les personnes qui perçoivent négativement la performance du président sont peu en faveur des mesures publiques visant à améliorer les conditions de vie des personnes dans le besoin. Cette constatation a d'importantes répercussions dans l'élaboration de stratégies de développement en Haïti.

Figure 20

Satisfaction face à la vie dans les Amériques

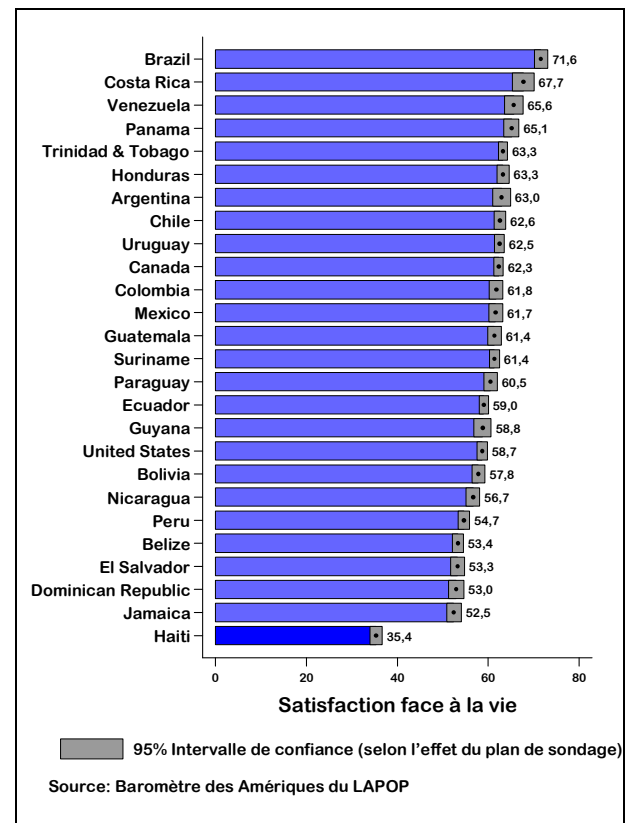
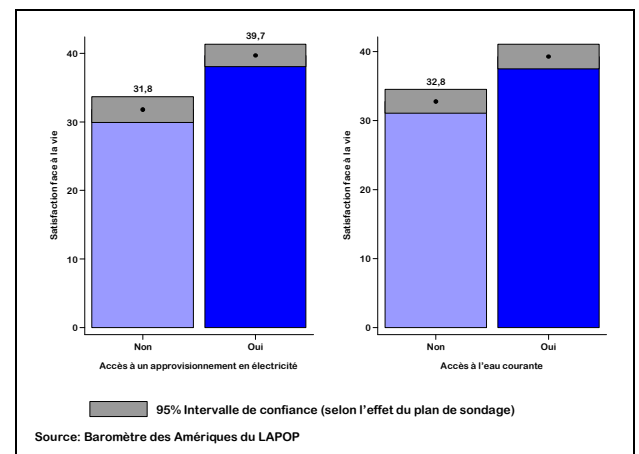


Figure 21

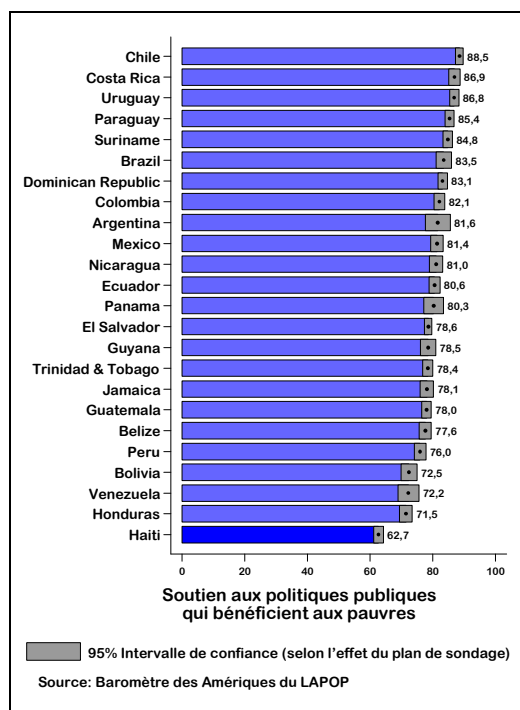
Satisfaction face à la vie et accès à l'électricité et à l'eau courante



*Les conclusions de l'étude tendent à démontrer que, compte tenu du faible degré de confiance envers le gouvernement, une stratégie de développement en Haïti a plus de chances de réussir si elle implique la participation du secteur privé et des institutions non-gouvernementales combinée à des efforts visant à renforcer la capacité des institutions gouvernementales.*

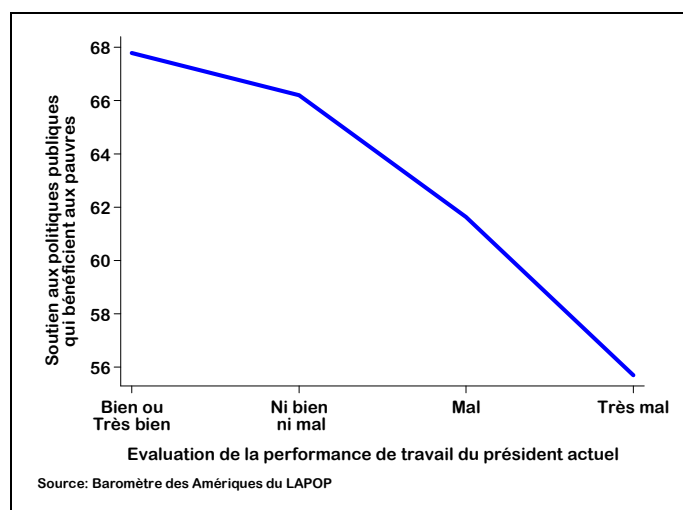
**Figure 22**

Soutien aux politiques publiques qui bénéficient aux pauvres en Amérique Latine et aux Caraïbes



**Figure 23**

Soutien aux politiques publiques qui bénéficient aux pauvres et degré de satisfaction à l'égard de la performance du président



## Baromètre des Amériques

Cette étude fait partie d'un programme de recherche mené depuis deux décennies par le Projet d'Opinion Publique en Amérique Latine (LAPOP) à l'Université Vanderbilt. LAPOP est un consortium d'établissements d'enseignement dans toutes les Amériques dont le siège se trouve à l'Université Vanderbilt aux États-Unis. Plus de 30 établissements participent au LAPOP dans le but de produire des études d'opinion publique objectives, non-partisanes et rigoureuses sur le plan scientifique. Ces études traitent essentiellement des attitudes et des comportements relativement à la démocratie. Le LAPOP jouit d'une généreuse contribution de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), du Département des sciences politiques de l'Université Vanderbilt, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de la Banque Interaméricaine de Développement (BID), de l'Agence suédoise de coopération au développement international (ASDI), de l'Université pontificale catholique du Chili et du Kellogg Institute de l'Université Notre-Dame. Le LAPOP a aussi des liens avec la Banque mondiale, l'Organisation des États américains et bien d'autres.

Les plus récents sondages, dont les résultats sont analysés et examinés dans le présent ouvrage, ont été réalisés en 2010 sur un échantillon national représentatif à la fois en régions urbaines et rurales. Le cycle de sondages de 2010 comprend 26 pays des Amériques, ce qui permet de comparer les résultats de chacun d'eux avec d'autres pays de la même région.

Le public a accès aux données gratuitement sur notre page Web : [www.lapopsurveys.org](http://www.lapopsurveys.org) (en anglais seulement). Les données, les rapports, les articles et les livres produits par le Projet d'Opinion Publique en Amérique Latine sont gratuits et accessibles au grand public. Cette recherche et les données sont également accessibles pour les abonnés et dans notre « dépôt de données » dans les universités Columbia, Duke, Harvard, Notre-Dame, Oxford, Princeton, l'Université du Texas, l'Université de la Caroline du Nord, Yale, au Brookings Institution ainsi que dans les établissements de l'Amérique latine tels que l'Université du Costa Rica et l'Université pontificale catholique du Chili. Par ses actions, LAPOP continue de collaborer au développement de l'excellence académique et en matière de politiques dans les Amériques.

Agence Américaine pour le Développement  
International (USAID)  
Boulevard 15 Octobre  
Tabarre 41  
Tabarre, HAÏTI  
Phone : (509) 2229-8000  
Fax : (509) 2229-8066